

Le 3 octobre 2007

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2006

Le rapport annuel de la Zone franc pour l'année 2006 vient de paraître. Établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc - qui est assuré par la Banque de France -, ce rapport fait le point sur les évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé¹.

Malgré un contexte international favorable, une croissance économique ralentie en Zone franc.

En 2006, les pays africains de la Zone franc (PAZF) ont, globalement, enregistré un ralentissement de leur taux de croissance (+ 3,1 % contre + 3,9 % en 2005). La Zone franc a enregistré, pour chacun de ses deux principaux sous ensembles, une croissance économique inférieure à celle de l'Afrique sub-saharienne (5,5 %). La persistance, depuis 6 ans, d'un environnement socio-politique difficile en Côte d'Ivoire continue de peser sur le potentiel de croissance de la Zone.

Des performances UEMOA affectées par la situation de la Côte d'Ivoire et le ralentissement enregistré au Sénégal.

En UEMOA, le recul du taux de croissance (+ 3,0 % contre 4,1 % en 2005) s'explique par la conjonction de nombreux facteurs. En effet, à la situation socio-politique délicate de certains pays, au niveau élevé des cours du pétrole (dont l'UEMOA est importateur net) et aux difficultés rencontrées par plusieurs filières agricoles (coton, noix de cajou, arachides), se sont ajoutés les perturbations dans la distribution d'électricité et les graves problèmes des branches des produits chimiques et des phosphates au Sénégal. Dans ce contexte, une dynamique de croissance relativement soutenue perdure cependant au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Les comptes extérieurs de l'UEMOA se sont améliorés : le déficit des transactions courantes a été ramené à 4,2 % du PIB et la balance commerciale est redevenue excédentaire en liaison, principalement, avec l'accroissement des ventes de pétrole en Côte d'Ivoire. L'excédent du solde des transferts courants s'est encore accru sous l'effet, notamment, des envois de fonds par les travailleurs émigrés.

Une décélération de la croissance en CEMAC, liée à la baisse de la production de pétrole.

Le ralentissement de la croissance économique en zone CEMAC (+ 3,2 % après + 3,7 % en 2005) traduit principalement la baisse de la production pétrolière (– 3,9 %). La Guinée Équatoriale est restée le premier pays producteur de pétrole de la sous-région, avec 17,2 millions de tonnes, devant le Congo (13,3), le Gabon (11,9), le Tchad (7,9) et le Cameroun (4,4). La dépendance de la CEMAC s'est encore accrue vis-à-vis des activités

¹ La Zone franc comprend quatorze pays africains et un pays situé dans l'Océan Indien. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores. Le rapport de la Zone franc est établi notamment sur la base de données collectées auprès des trois Banques centrales et des deux Commissions bancaires de la Zone.

pétrolières, qui ont représenté 44 % du PIB, 83 % des exportations et 71 % des recettes budgétaires. En ce qui concerne les comptes extérieurs, l'excédent du compte courant de la CEMAC s'est consolidé en 2006 (1,6 % du PIB contre 1,3 % en 2005) sous l'effet, principalement, de la forte hausse des prix du pétrole.

Aux Comores, en 2006, la croissance a enregistré un léger recul (+ 2,4 % contre + 2,8 % en 2005) lié à la diminution des exportations des principaux produits de rente et aux incertitudes socio-politiques persistantes.

(Nota bene : le présent rapport contient une série d'encadrés, rédigés par les trois banques centrales de la Zone, sur les évolutions structurelles du commerce extérieur des PAZF depuis 10 ans).

Un net ralentissement de la hausse des prix en UEMOA et une accélération en CEMAC.

En UEMOA, les prix ont progressé, en moyenne, de + 2,3 %, après + 4,3 % en 2005. Cette décélération s'explique par l'augmentation de la production vivrière et céréalière au cours de la campagne agricole 2005/2006 ; elle a été tempérée par l'augmentation des prix des carburants et des transports. En CEMAC, le taux d'inflation s'est élevé à 5,3 % après 2,9 % en 2005. Cette accélération résulte, à des degrés divers selon les pays, de la hausse des prix des hydrocarbures et de l'insuffisance de l'offre de produits vivriers et céréaliers. Par ailleurs, l'environnement monétaire et budgétaire (liquidité bancaire abondante et excédents pétroliers alimentant la demande interne) présente une configuration propice au développement des tensions inflationnistes. Aux Comores, les bons résultats de la production vivrière n'ont pas permis de réduire l'inflation (3,4 % contre 3,2 % en 2005).

Un rythme d'inflation en Zone franc encore significativement inférieur au reste de l'Afrique sub-saharienne.

Les PAZF continuent, en 2006, d'enregistrer de meilleurs résultats que l'Afrique sub-saharienne (11,8 %). Les performances de la Zone franc s'inscrivent dans la durée : sur la période 1997-2006, le taux d'inflation annuel moyen a été de 2,3 % en UEMOA, de 2,4 % en CEMAC et de 12 % pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne.

Cette inflation moindre est d'abord le résultat de l'ancrage nominal des francs CFA et comorien à l'euro. Les PAZF bénéficient ainsi de la modération de l'inflation au sein de la zone euro, qui limite la hausse des prix des importations en provenance de la zone-ancrage, et de la stabilité de leur monnaie, qui contribue à contenir le coût des importations, notamment énergétiques, venant du reste du monde.

Une situation des finances publiques encore fragile en UEMOA ; une amélioration largement imputable aux recettes pétrolières en CEMAC.

En UEMOA, le déficit s'est légèrement réduit (à - 2,5 % du PIB, contre - 2,8 % en 2005). Cette réduction est liée à une amélioration des performances en matière de recouvrement, fortement atténuée, néanmoins, par un important accroissement des dépenses publiques, notamment (et comme en CEMAC) par des niveaux parfois records de transferts destinés, notamment, aux filières en difficulté. Des tensions de trésorerie ont persisté et se sont traduites par l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs de paiement (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Togo).

L'année 2006 s'est soldée par une nouvelle progression de l'excédent budgétaire des États de la CEMAC (+ 11,7 % du PIB, contre + 8,8 % en 2005). Cette évolution est essentiellement imputable à la progression importante des recettes pétrolières (+ 47,7 %).

Des réformes structurelles qui ont de nouveau globalement marqué le pas

Les réformes structurelles (privatisations, transparence des fonds publics, assainissement du système bancaire, gestion durable des ressources naturelles...) sont un instrument à la disposition des autorités pour renforcer le potentiel de croissance des économies nationales. Malgré des progrès dans certains secteurs et dans certains pays, ces réformes ont globalement marqué le pas en 2006. Et ce, en dépit du consensus général sur la nécessité d'améliorer le climat des affaires pour encourager les investisseurs locaux et étrangers et pour positionner favorablement la Zone franc dans la mondialisation. De même, malgré quelques avancées, le processus d'intégration et de convergence régionales demeure insuffisant.

Allègement de la dette extérieure et réendettement

En 2006, six pays de la Zone franc (Sénégal, Niger, Mali, Bénin, Burkina et Cameroun) ont bénéficié de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) décidée par le G8 en 2005. Cette initiative doit leur permettre de dégager des ressources pour progresser dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ce qui nécessite, par ailleurs, la réalisation d'importants investissements. Ces pays devront faire preuve de prudence dans la gestion de leurs finances publiques et de leurs comptes extérieurs, afin d'éviter un nouveau cycle de réendettement. Cette prudence doit notamment s'exercer en matière d'émissions obligataires : certes, le marché régional de la dette publique se développe fortement et ceci présente de nombreux avantages pour l'économie (*cf. l'étude en partie 4 du rapport : « L'essor des marchés de la dette publique en Afrique sub-saharienne : le cas de l'UEMOA »*) ; mais ce développement peut avoir pour corollaire de favoriser une politique budgétaire expansionniste et un endettement excessif.

Une amélioration attendue en 2007 tant sur le front des prix que sur celui de la croissance

En UEMOA, selon la BCEAO, la progression de l'activité resterait relativement modérée avec un taux de croissance de l'ordre de 4 %. Plusieurs secteurs importants (cultures de rente, énergie, produits chimiques) rencontrent des difficultés, qui pèsent sur l'activité, et nécessitent des restructurations, parfois déjà engagées. Par ailleurs, en dépit d'importantes avancées, la situation socio-politique de certains pays est toujours un facteur d'attentisme pour les investisseurs. Enfin, malgré la décrue des prix des céréales, le taux d'inflation pourrait rester supérieur à 2 %.

Selon la BEAC, la situation des pays de la CEMAC devrait être marquée par un sensible raffermissement de l'activité économique, avec un taux de croissance de l'ordre de 5 % qui s'appuierait principalement sur le dynamisme du secteur non pétrolier. Les tensions inflationnistes se réduiraient et la hausse des prix à la consommation reviendrait à 3,8 %.

Aux Comores, la prévision d'une croissance de 3 % repose sur l'hypothèse d'un apaisement des tensions socio-politiques et d'une reprise des relations avec les institutions financières internationales.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :
www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/page2.htm

Pour plus de renseignements :

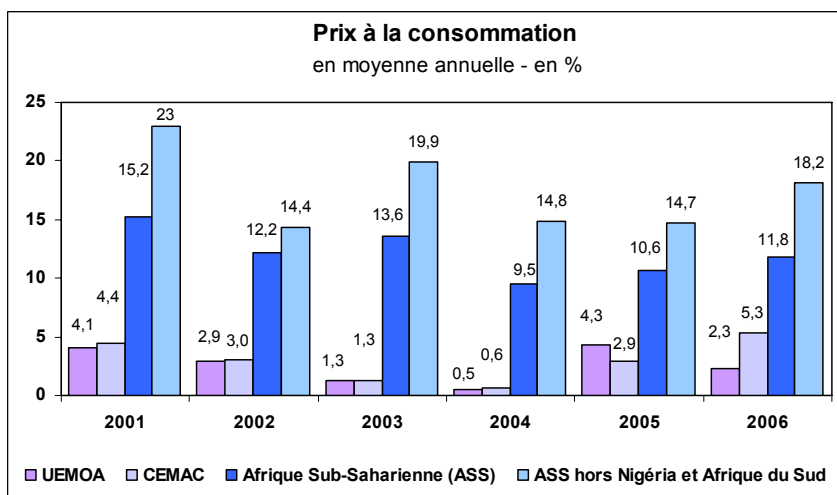
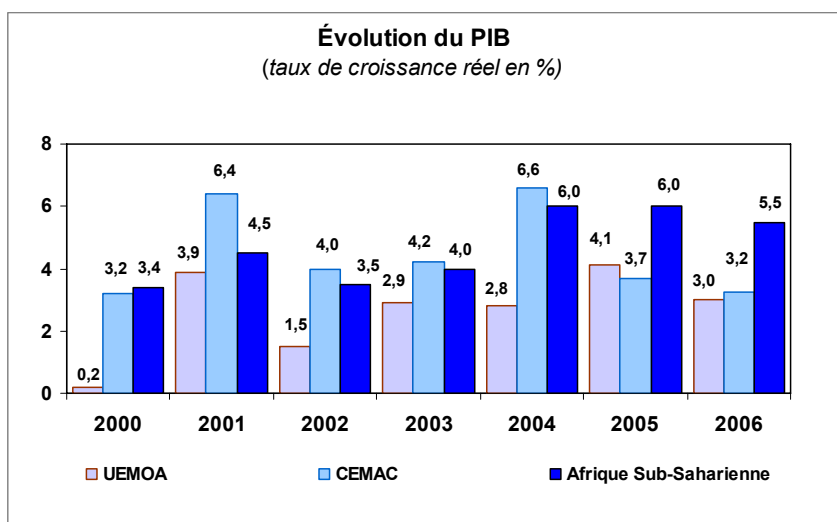
Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00).

Principaux indicateurs économiques

(en pourcentage)

	Croissance du PIB (en %)		Inflation (en %) *		Solde budgétaire (en % du PIB) **	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006
UEMOA	4,1	3,0	4,3	2,3	- 2,8	- 2,5
CEMAC	3,7	3,2	2,9	5,3	8,8	11,7
Afrique Sub-Saharienne	6,0	5,5	10,6	11,8	1,5	4,1

* Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle
 ** En base engagements, dons compris (hors IADM)
 Sources : FMI ; BCEAO, BEAC



Sources : Banques centrales, FMI

² Sur la base des données disponibles à fin juillet 2007 (sources : FMI, BCEAO, BEAC).